



HAL
open science

Mémoire et politique

Bohumil Pekárek

► **To cite this version:**

Bohumil Pekárek. Mémoire et politique : Cahiers du CEFRES N° 6f, Histoire et mémoire Mémoire et politique. Cahiers du CEFRES, 1997, Histoire et Mémoire, 6f., pp.6. halshs-01167804

HAL Id: halshs-01167804

<https://shs.hal.science/halshs-01167804>

Submitted on 24 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 6f, Histoire et mémoire

Françoise Mayer, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Bohumil PEKÁREK

Mémoire et politique

Référence électronique / electronic reference :

Bohumil Pekárek, « Mémoire et politique », Cahiers du CEFRES. N° 6f, Histoire et mémoire (ed. Françoise Mayer, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en avril 2012 / published on : april 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c6f/pekarek_1997_memoire_politique.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Mémoire et politique

Bohumil Pekárek

Pour l'historien versé dans l'histoire contemporaine, la mémoire et les souvenirs des témoins apportent des éléments de connaissance d'une grande importance, surtout quand il s'agit d'activités illégales, de résistance, ou lorsque l'on n'a pas accès aux documents d'archives. Cependant, la mémoire aussi souffre d'imperfections. D'abord, les souvenirs s'estompent avec le temps; ensuite, ils subissent l'influence de l'idéologie officielle, qui souvent ne donne et n'admet qu'une interprétation du passé; celle-ci, qui de son côté dépend de la situation et des événements du moment, change considérablement au fil des années. Je pense, pour en avoir fait moi-même l'expérience, que cela est particulièrement vrai pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et, surtout, pour celle du mouvement résistant.

Les premières années d'après-guerre ont vu fleurir les publications consacrées au mouvement résistant, et cela toutes tendances confondues. La majorité de ces publications étaient précisément des témoignages, des souvenirs de résistants. Peu de ces travaux représentent des sources fiables; néanmoins, l'édition d'oeuvres plus élaborées et plus fiables pouvait n'être qu'une question de temps. Après février 1948 et le profond bouleversement que connut la Tchécoslovaquie, seuls les travaux consacrés à la résistance communiste - à quelques rares exceptions - pouvaient être publiés. Le contenu était lui-même fréquemment et délibérément déformé, afin que les gens, la nation, ne retiennent que quelques noms, quelques héros d'une seule sensibilité politique. Ensuite, la recherche de l'ennemi de classe a engendré la discrimination, voire le jugement, d'un grand nombre de militants pour la liberté, ceux notamment qui avaient lutté à l'Ouest; puis la lutte contre l'ennemi de classe s'étendit même à certains résistants issus des organisations communistes. La peur des persécutions amena beaucoup de résistants actifs à refuser tout dialogue avec les historiens. D'autres modelaient leurs déclarations. En voici un exemple: pendant très longtemps, les travaux des historiens ont relaté l'histoire d'un groupe de partisans qui, dans la région de Beroun, faisaient sauter les roches surplombant la voie de chemin de fer, empêchant ainsi le passage des convois militaires. Ce n'est qu'au milieu des années soixante que l'ancien gardien de la voie a eu le courage d'avouer la vérité aux historiens: tous les ans, à la fin de l'hiver, on procédait au nettoyage des roches. Pendant l'hiver, certains blocs de pierre se détachaient, menaçant de tomber à tout instant; ils étaient donc systématiquement "écartés", c'est-à-dire qu'il fallait provoquer un éboulement contrôlé et faire tomber les rochers sur les rails. C'était moins dangereux que de les laisser tomber accidentellement. Naturellement, le trafic était interrompu sur cette voie pendant toute la durée du nettoyage, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on ait totalement dégagé les rails. On pourrait citer une multitude d'exemples d'interprétation de ce type.

Au début des années soixante, dans le cadre du processus de légère démocratisation engagé, les sciences sociales ont gagné en objectivité. Quelques historiens prirent l'initiative de créer un Comité pour l'histoire du mouvement de libération nationale, qui lança, en étroite collaboration avec l'Union des militants antifascistes, entre autres, une grande enquête parmi les témoins. Au début, après près de quinze ans de pressions politiques, il fut très difficile aux historiens de gagner la confiance des résistants. Ceux-ci se turent longtemps avant d'oser relater non seulement les côtés positifs et glorieux de la résistance, mais surtout les aspects négatifs. Beaucoup d'entre eux refusaient de parler en présence d'une tierce personne. Cela ne surprend pas quand on sait que nombre de ces résistants avaient fui le Protectorat pour l'URSS, espérant lutter là-bas contre l'armée nazie aux côtés de l'Armée rouge; or ils furent emprisonnés pendant toute la durée de la guerre - parfois même au-delà - dans des camps de concentration soviétiques. Et ils étaient tenus de garder un silence absolu à ce sujet.

Malgré toutes les difficultés rencontrées, une quantité importante de souvenirs et de témoignages furent recueillis et regroupés au centre de documentation du Comité et dans les commissions de l'Union des militants antifascistes. Malheureusement, les historiens ne purent profiter que d'une petite partie de ces sources au moment de "l'aide fraternelle" de 1968.

L'idéologie officielle traitait également à sa façon, donc souvent sans aucun égard pour la réalité et le souvenir de beaucoup de gens, les monuments eux-mêmes - mémoriaux, monuments et plaques commémoratifs, pierres tombales, etc. Après la Première Guerre mondiale, bien des villages ont édifié, à l'initiative - et grâce au soutien financier - des habitants, de petits monuments à la mémoire des concitoyens morts pour la patrie. Il n'était pas aisé, surtout dans les régions mixtes (diverses nationalités), de s'accorder sur les noms qui devaient passer à la postérité. Finalement, dans la plupart des cas, tous les noms furent inscrits. L'objectif était évidemment de rendre hommage aux victimes, mais aussi et surtout de mettre en garde contre la menace d'une autre guerre.

Après la Seconde Guerre mondiale, les monuments érigés l'étaient plus en hommage à l'armée de libération qu'aux victimes de la guerre elles-mêmes. En Bohême occidentale furent construits, ce qui allait à l'encontre de la "ligne politique officielle", un nombre non négligeable de monuments en hommage à l'armée américaine et à sa participation à notre libération.

Après le déplacement des Allemands des Sudètes et le peuplement du territoire par la population tchèque, certains monuments à la mémoire des victimes de la Première Guerre mondiale, en premier lieu ceux qui mentionnaient le nom des Allemands tombés pour la patrie, furent saccagés. Aujourd'hui, on n'en trouve plus que dans la région de Šluknov, où ils sont plutôt bien entretenus. Les monuments érigés à la mémoire des victimes de l'armée américaine, en Bohême occidentale, étaient violemment dénigrés par les idéologues officiels, tout comme les monuments sacrés. Mais les premiers, contrairement aux seconds, sont pour la plupart restés intacts.

En 1963, lors des préparatifs du congrès international des historiens de la Seconde Guerre mondiale qui eut lieu à Karlovy Vary, les organisateurs parcoururent toute la région. Ils voulaient en effet s'assurer que les mémoriaux n'avaient pas été complètement détruits ou saccagés, car on

supposait que certains participants du congrès visiteraient les lieux. La plupart des monuments avaient été conservés. Cependant, nombreux étaient ceux qui disparaissaient derrière des broussailles impénétrables ou étaient soustraits des regards de quelque autre manière, afin qu'ils ne puissent être vus des représentants de l'autorité lors de leurs visites impromptues. Ils auraient en effet pu exiger leur démolition.

Depuis 1989, beaucoup de monuments célébrant l'avance de l'armée soviétique ont été dégradés, voire détruits, y compris ceux qui portaient le nom des soldats qui trouvèrent la mort ici même. Comme si les soldats soviétiques tombés pendant la guerre eussent été ceux qui, vingt-trois ans plus tard, allaient occuper la Tchécoslovaquie. Quelques députés, parmi lesquels un historien, ont également commis un acte qui témoigne de la démoralisation massive ambiante: celui de peindre en rose le char exposé devant le palais de Justice. Il faut dire que ce char fut fréquemment accusé d'avoir été le premier à intervenir lors du soulèvement de Prague. Ce qui est d'ailleurs faux. Il n'en demeure pas moins qu'il était le symbole d'une réalité ineffaçable. Or, aujourd'hui, la mémoire de l'ancienne histoire tchèque et de ses personnalités, tout comme les statues des saints, est profanée avec plus de force encore que n'avait réussi à en déployer Z. Nejedlý lors de sa campagne pour l'athéisme. Les monuments à la mémoire de saint Venceslas ou de Jean Hus sont devenus des tribunes pour orateurs, parfois même des lieux de repos pour touristes fatigués, les statues du pont Charles servent quotidiennement de débarras et de reposoir aux bouquinistes et artisans qui y exposent, tout cela sans la moindre considération pour la valeur historique et culturelle desdites statues. Il n'est pas exclu que l'interprétation politique actuelle de l'histoire contemporaine tchèque et slovaque aboutisse à une nouvelle suppression des monuments à la mémoire de T. G. Masaryk, car certains "interprètes" politiques lui reprochent d'avoir été, comme E. Beneš, à l'origine de l'instabilité de la Tchécoslovaquie en apportant aux problèmes des nationalités une solution aussi "irresponsable". Récemment encore, l'idéologie du régime communiste, en déformant l'histoire écrite et les souvenirs qu'en gardaient les gens, n'agissait pas autrement, bien que dans une autre direction. La mémoire objective rencontre toujours des ennemis.

Pendant quarante-cinq ans, le 9 mai fut le jour de la fête nationale en Tchécoslovaquie, car il marquait la fin du soulèvement de la capitale. Après la chute du régime totalitaire, la date fut avancée au 8 mai. Dans quel but? Voulait-on se mettre au diapason de l'Europe? Quelqu'un a-t-il découvert qu'au moment où nous luttons encore à Prague nous étions en fait déjà libérés? Ou bien était-on gêné par la phrase inscrite à la date du 9 mai sur tous les calendriers de ces vingt dernières années: "Libération de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique"? Mais il était tout à fait possible de retirer cette phrase et de maintenir la date du 9 mai. En effet, il y a plus de vingt-cinq ans, un historien soviétique écrivait: "Le 9 mai, l'armée soviétique est entrée dans une Prague déjà libre." A cette époque, il prenait un risque bien supérieur à celui qu'on eût pris en laissant la date inchangée et en retirant des anciens calendriers cette petite phrase pas tout à fait exacte. Un détail, dira-t-on; mais les détails de ce type, quand ils deviennent trop fréquents et trop nombreux, engendrent une certaine méfiance des gens à l'égard de leur propre histoire et aboutissent à l'apathie, voire à la démoralisation.

Le respect accordé aux victimes des conflits humains et la transmission des souvenirs d'une génération à l'autre témoignent de façon éloquente de la nécessité de mémoire. Même si les gens ne sont pas des connaissances ou des parents directs des victimes, il s'agit d'une relation, d'un lien moral.

On a déjà parlé des monuments encore en place érigés à la mémoire des Tchèques et des Allemands morts pendant la Première Guerre mondiale. On a aussi mentionné les mémoriaux de Bohême occidentale que l'on cachait des regards des idéologues de l'ancien régime. Dans les forêts des environs de Lučenec se trouve - du moins se trouvait il y a vingt ans - une plaque en bois bien conservée en hommage à un jeune Pragois du quartier de Žižkov tué à cet endroit en 1919, alors qu'il défendait la Slovaquie contre l'invasion hongroise. Il est peu probable que la famille ou les amis de ce jeune homme soient venus de Prague, toutes ces années durant, pour entretenir la plaque. Dans les forêts de Brdy, de jeunes campeurs ont érigé, peu après la guerre, une pyramide toute simple en souvenir de deux campeurs-résistants abattus par les nazis. La plaque commémorative de Jerry Packard et Broches a disparu à plusieurs reprises, mais ces deux noms restent dans la mémoire de beaucoup de gens. Et, bien qu'au moins Broches (de son vrai nom Brožek) ait appartenu à la résistance communiste, ce qui est prouvé, aucune plaque commémorative n'a été placée sur sa maison par les membres de son parti. Enfin, cinquante ans après la tragédie de Lidice, la construction d'un monument a débuté, mais elle n'est toujours pas achevée.

Malheureusement, mémoire et souvenir ne sont entretenus que par un cercle très restreint de personnes. La politique actuelle, comme la précédente, ne cherche pas à entretenir le souvenir des personnages et des événements passés. On ne se souvient que de ce qui est opportun, de ce qui "arrange". Il n'était pas dans les intérêts de la dictature stalinienne d'admettre que d'autres forces que les forces communistes avaient participé à la libération de la Tchécoslovaquie, même si c'étaient des êtres aux pensées progressistes et prêts à se sacrifier. Par exemple, le programme "Pour une nouvelle république tchécoslovaque libre", paru illégalement en 1941, était inacceptable pour les staliniens, car il était de tendance trop libérale. Certains auteurs de ce programme furent exécutés par les nazis, Milada Horáková le fut par les communistes. Aujourd'hui encore, on évite de faire allusion à ce programme, car il était par trop socialiste.

De tous les organes de presse, seul le journal *Právo lidu* du 23 avril 1991 évoqua l'anniversaire de la création de ce programme. Combien de faits historiques ont été ainsi déformés ou tus?

Permettre aux historiens d'avoir accès aux archives et aux fonds de bibliothèques jusqu'ici classés "Z" (c'est-à-dire interdits) est une chose. Mais limiter l'information historique, pour des raisons financières ou autres, est une politique de court terme, "myope", qui aura (et a déjà) des conséquences néfastes sur l'éthique de la jeune génération actuelle et des générations à venir. Car taire ou déformer le passé d'un peuple (ou une partie de ce passé) revient dans tous les cas à dévaloriser son identité.

Les témoins de la Première Guerre mondiale sont de moins en moins nombreux. Ceux de la Seconde Guerre également. Et l'intérêt qu'accorde la jeune génération à un événement qui lui apparaît déjà fort lointain va en s'amenuisant. Pour les événements plus récents, elle a la possibilité de

comparer la dichotomie existant entre sa propre mémoire, son propre souvenir des faits, et l'interprétation qui en est donnée. Mais, pour les événements plus anciens, elle ne sait à qui se fier: à la mémoire paternelle, à celle du grand-père, aux manuels des années cinquante, soixante, soixante-dix ou à ceux d'aujourd'hui, tous évoquant les mêmes choses, les mêmes événements, mais en les interprétant de diverses manières? Le phénomène appelé mémoire est régulièrement effacé par le pouvoir qui s'installe. Et cela alors que le respect de la vérité historique et la connaissance d'un passé tragique constituent les seules voies d'accès à une coexistence pacifique entre des nations que les hommes politiques ont brouillées.